

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 141 du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement — II, l'établissement Vrij Technisch Instituut, Augustijnenstraat 58 à 8900 Ieper est autorisé de créer un établissement d'enseignement secondaire de promotion sociale pour autant que les dispositions de l'article 141 précité sont remplies.

§ 2. Pour l'année scolaire 1990-1991 les programmations suivantes sont accordées au nouvel établissement d'enseignement secondaire de promotion sociale mentionné :

- H.S.T.L. Autotechniek (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.T.L. Audio-Video en K.T.V. techniek (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.T.L. Automatisering (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.B.L. Meubelstoffereren— Restaureren (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.B.L. Bouw (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.T.L. Nijverheidstekenen (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.B.L. Elektricien voor huishoudelijke installaties (K.E.) goedgekeurde opleiding;
- H.S.B.L. Diamant (K.E.) nieuwe opleiding;
- H.S.B.L. Lassen (K.E.) nieuwe opleiding.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1990.

Art. 4. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2285

#### 12 JUILLET 1990.— Décret sur le contrôle des institutions universitaires (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Sur proposition du Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, l'Exécutif nomme, par arrêté délibéré, un commissaire de l'Exécutif ou un délégué de l'Exécutif auprès de chacune des institutions universitaires visées à l'article 25, littéras *b, e, f, g, k, l, n, o* et *p* de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Un même commissaire ou délégué de l'Exécutif peut être nommé auprès de plusieurs institutions.

Art. 2. La fonction de commissaire ou délégué de l'Exécutif est incompatible avec toute autre fonction dans une institution universitaire.

La charge d'un commissaire ou délégué de l'Exécutif est réputée exercée à temps partiel lorsque le commissaire ou le délégué exerce une autre activité rétribuée absorbant une grande partie de son temps. L'Exécutif fixe le pourcentage que cette charge représente par rapport à la charge à temps plein.

Les commissaires et délégués de l'Exécutif sont nommés parmi les détenteurs d'un diplôme universitaire justifiant d'une expérience utile de cinq ans au moins. Leur statut est fixé par l'Exécutif.

Art. 3. Les commissaires de l'Exécutif jouissent du statut pécuniaire et du régime de pension du professeur ordinaire. Leurs années de services comme commissaire de l'Exécutif sont assimilées à des années de services académiques.

Les délégués de l'Exécutif auprès des institutions libres exercent les fonctions de commissaire de l'Exécutif. Ils ont le même statut pécuniaire et le même régime de pension.

Art. 4. Le commissaire ou le délégué de l'Exécutif veille à ce que le conseil d'administration et les organes habilités par délégation du conseil, la loi ou le décret ne prennent aucune décision qui soit contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets, ou qui puisse compromettre les finances de l'institution.

Dans les institutions de la Communauté, toutes les questions figurant à l'ordre du jour sont de la compétence du commissaire de l'Exécutif, qui assiste à toutes les réunions.

Dans les autres institutions, le délégué de l'Exécutif assiste aux réunions du conseil d'administration ainsi qu'aux réunions des autres organes qui, par délégation du conseil, ont à connaître des questions portées à l'ordre du jour et relevant de sa compétence.

Art. 5. Sauf les cas d'urgence qu'il accepte, le commissaire ou le délégué de l'Exécutif reçoit cinq jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence.

Il a le droit d'être entendu en tout temps par le conseil d'administration et par les organes délégués sur les questions qui concernent sa compétence; il a également le droit d'obtenir communication des dossiers soumis pour ces questions aux délibérations de ces organes. En outre, il reçoit copie, dans le délai de cinq jours francs, de toutes les décisions prises par ceux-ci sur les questions qui concernent sa compétence.

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil. — N° 138, n° 1 : Projet de décret; n° 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1990.

Il fait au conseil d'administration et aux organes visés à l'article 4 toutes observations qu'il juge nécessaires dans le cadre de sa mission. Il a voix consultative.

Les achats de biens ou de services dépassant 500 000 francs doivent être visés avant l'engagement par le commissaire ou le délégué de l'Exécutif. Le visa porte sur la légalité et la régularité. En cas de refus de visa, le dossier est soumis au conseil d'administration et aux organes visés à l'article 4.

Le visa doit être donné dans un délai de cinq jours francs; passé ce délai, il est considéré comme acquis.

Le refus du visa doit être motivé.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le commissaire ou le délégué de l'Exécutif exerce un recours auprès de l'Exécutif contre toute décision de l'institution universitaire qu'il estime contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets.

Toutefois, ce recours ne peut être exercé contre les actes d'exécution des conventions conclues avant le 1<sup>er</sup> juillet 1971 et découlant de la loi du 28 mai 1970 modifiant la loi du 12 août 1911 accordant la personification civile aux universités de Bruxelles et de Louvain.

Ce recours est motivé. Il est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la réception, par le commissaire ou le délégué de l'Exécutif, de la copie de la décision.

Ce recours est notifié, dans le même délai, au conseil d'administration, ainsi qu'à l'organe qui a pris la décision querellée.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

§ 2. Dans les trente jours du recours, l'Exécutif notifie, s'il y a lieu, au conseil d'administration et à l'organe délégué que la décision est contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris, en vertu de ces lois ou décrets. Cette notification est motivée. L'Exécutif invite, dans le même acte, l'organe compétent visé à l'article 4 à prendre dans les trente jours une nouvelle décision, non entachée d'illégalité ou d'irrégularité, ou bien à retirer sa décision.

§ 3. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision nouvelle n'a été prise, ou si le conseil d'administration ou l'organe délégué visé à l'article 4 n'a pas retiré la décision, l'Exécutif prononce dans les vingt jours l'annulation de la décision, si celle-ci a été prise par l'un des organes d'une institution de la Communauté. S'il s'agit d'une institution universitaire libre, l'Exécutif suspend, dans les vingt jours, l'octroi des subventions à l'institution en question.

La mesure prise par l'Exécutif est motivée et notifiée dans un délai de sept jours francs et ouvrables au conseil d'administration et à l'organe compétent de l'institution concernée.

Le recours éventuel au tribunal introduit par les institutions universitaires libres contre la mesure proposée, suspend l'exécution de cette mesure jusqu'à la décision définitive du tribunal.

La décision produit ses effets si, dans les trente jours du recours, l'Exécutif n'a pas fait usage des prérogatives définies par le § 2.

**Art. 7.** Sur proposition du Ministre ayant le budget dans ses attributions, l'Exécutif désigne un délégué parmi les inspecteurs des Finances accrédités auprès de lui. A l'exception du visa prescrit aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article 5, ce délégué exerce, en collaboration avec le commissaire ou le délégué de l'Exécutif, les mêmes fonctions que ce dernier pour toutes les décisions ayant une incidence budgétaire ou financière, et ce dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités.

**Art. 8.** Les commissaires ou délégués du Gouvernement en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret portent respectivement le titre de commissaire de l'Exécutif ou de délégué de l'Exécutif. Leurs années de services comme commissaire ou délégué du Gouvernement sont assimilées à des années de services académiques.

**Art. 9.** L'article 45 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est abrogé.

**Art. 10.** L'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,  
V. FEÀUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2265

12 JULI 1990. — Decreet op de controle van de universitaire instellingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Op de voordracht van de Minister, bevoegd voor het universitaire onderwijs benoemt de Executieve, bij overlegd besluit, een commissaris of een afgevaardigde van de Executieve bij elk van de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, litt. b, e, f, g, k, l, n, o en p van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

(1) *Zitting 1989-1990.*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 138, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2. Verslag.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juli 1990.

Eén commissaris of afgevaardigde van de Executieve kan bij verschillende instellingen worden benoemd.

**Art. 2.** De functie van commissaris of afgevaardigde van de Executieve is onverenigbaar met elke andere functie in een universitaire instelling.

De opdracht van een commissaris of afgevaardigde van de Executieve is geacht deeltijds uitgeoefend te worden wanneer hij een andere bezoldigde activiteit uitoefent die een groot gedeelte van zijn tijd in beslag neemt. De Executieve bepaalt het percentage van die opdracht t.o.v. een voltijdse opdracht.

De commissarissen en afgevaardigden van de Executieve worden benoemd onder de houders van een universitair diploma die een nuttige ervaring van ten minste vijf jaar kunnen doen gelden. Hun statuut wordt door de Executieve bepaald.

**Art. 3.** De commissarissen van de Executieve genieten de bezoldigings- en pensioenregeling van gewoon hoogleraar. Hun jaren dienst als commissaris van de Executieve worden gelijkgesteld met jaren academische diensten.

De afgevaardigden van de Executieve bij vrije instellingen oefenen de functie van commissaris van de Executieve uit. Zij genieten dezelfde bezoldigings- en pensioenregeling.

**Art. 4.** De commissaris of afgevaardigde van de Executieve waakt ervoor dat de raad van bestuur en de door de raad, de wet of het decreet gemachtigde organen geen beslissing nemen die strijdig is met de wetten en decreten, met de besluiten en reglementen genomen krachtens die wetten en decreten, of die de financiële toestand van de instelling in gevaar kan brengen.

In de instellingen van de Gemeenschap behoren alle punten op de agenda tot de bevoegdheid van de commissaris, die alle vergaderingen bijwoont.

In de andere instellingen woont de afgevaardigde van de Executieve de vergaderingen van de raad van bestuur bij, alsook die van de andere organen die door de raad gemachtigd zijn voor de kwesties die op de agenda staan en die tot zijn bevoegdheid behoren.

**Art. 5.** Behalve in door hem erkende dringende gevallen krijgt de commissaris of afgevaardigde van de Executieve vijf volle dagen vóór de vergadering de volledige agenda hiervan, alsook alle stukken betreffende de punten die tot zijn bevoegdheid behoren.

Hij heeft het recht, te allen tijde gehoord te worden door de raad van bestuur en de gemachtigde organen óver de kwesties die tot zijn bevoegdheid behoren, en inzage te krijgen van de dossiers die ter zake aan die organen voorgelegd worden met het oog op beraadslaging. Bovendien krijgt hij binnen vijf volle dagen afschrift van alle beslissingen die ze treffen over punten die tot zijn bevoegdheid behoren.

Hij deelt de raad van bestuur en de in artikel 4 bedoelde organen alle opmerkingen mee die hij nodig acht ingevolge zijn opdracht. Hij heeft raadgevende stem.

De aankoop van goederen en diensten ter waarde van meer dan 500 000 F moet vóór de vastlegging ervan het visum krijgen van de commissaris of afgevaardigde van de Executieve. Het visum betreft de wettigheid en regelmatigheid. Als het geweigerd wordt, dan wordt het dossier voorgelegd aan de raad van bestuur en de in artikel 4 bedoelde organen.

Het visum moet verleend worden binnen vijf volle dagen; na afloop ervan wordt het geacht verleend te zijn.

De weigering van het visum moet met redenen omkleed zijn.

**Art. 6. § 1.** De commissaris of afgevaardigde van de Executieve kan beroep instellen bij de Executieve tegen elke beslissing van de universitaire instelling die hij strijdig acht met de wetten en decreten, met de besluiten en verordeningen die krachtens die wetten en decreten genomen zijn.

Er mag echter geen beroep ingesteld worden tegen de handelingen tot uitvoering van overeenkomsten, gesloten vóór 1 juli 1971 en voortvloeiend uit de wet van 28 mei 1970 tot wijziging van de wet van 12 augustus 1911 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de universiteiten te Brussel en te Leuven.

Het beroep moet met redenen omkleed zijn. Het moet ingesteld worden binnen vijf volle dagen na ontvangst van het afschrift van de beslissing door de commissaris of afgevaardigde van de Executieve.

Van het beroep wordt binnen die termijn kennis gegeven aan de raad van bestuur en aan het gemachtigd orgaan van de instelling, alsook aan het orgaan dat de betwiste beslissing getroffen heeft.

Het beroep schort de uitvoering van de beslissing op.

§ 2. Binnen dertig dagen na het beroep deelt de Executieve zo nodig mee dat de beslissing strijdig is met de wetten en decreten, met de besluiten en verordeningen die krachtens die wetten en decreten zijn genomen. Die mededeling moet met redenen omkleed zijn. In dezelfde akte verzoekt de Executieve het bevoegd orgaan, bedoeld in artikel 4, binnen dertig dagen een nieuwe wettige en regelmatige beslissing te nemen of zijn beslissing in te trekken.

§ 3. Mocht er na die termijn geen nieuwe beslissing genomen zijn en mocht de raad van bestuur of het in artikel 4 bedoelde gemachtigd orgaan de beslissing niet ingetrokken hebben, dan vernietigt de Executieve de beslissing binnen twintig dagen als ze getroffen is door een orgaan van een gemeenschapsinstelling. Als het om een vrije universitaire instelling gaat, dan schort de Executieve binnen twintig dagen de subsidiëring van die instelling op.

De maatregel van de Executieve is met redenen omkleed en wordt binnen zeven volle werkdagen meegedeeld aan de raad van bestuur en het bevoegde orgaan van de betrokken instelling.

Mocht de universitaire instelling beroep instellen bij de rechtbank, dan schort dat beroep de uitvoering van de maatregel op tot de rechtbank zich definitief heeft uitgesproken.

De beslissing heeft uitwerking als de Executieve binnen dertig dagen na het beroep geen gebruik gemaakt heeft van zijn in § 2 bepaalde rechten.

**Art. 7.** Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, wijst de Executieve een afgevaardigde aan onder de bij hem geakkrediteerde inspecteurs van financiën. Behalve het visum vereist bij artikel 5, leden 4, 5 en 6, oefent die afgevaardigde, in samenwerking met de commissaris of afgevaardigde van de Executieve, dezelfde functie uit als laatstgenoemde voor alle beslissingen met een budgettaire of financiële terugslag, onder dezelfde voorwaarden en op dezelfde wijze.

**Art. 8.** De commissarissen of afgevaardigden van de regering die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, voeren respectievelijk de titel van commissaris van de Executieve of afgevaardigde van de Executieve. Hun jaren dienst als regeringscommissaris of -afgevaardigde worden gelijkgesteld met jaren academische diensten.

**Art. 9.** Artikel 45 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt opgeheven.

Art. 10. De Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit decreet. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 12 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met Cultuur en Communicatie,  
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme et Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,  
F. GUILLAUME

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2265 (90 — 1618)

18 JUIN 1990. — Décret organisant la tutelle sur la Commission communautaire française

Au *Moniteur belge* n° 125 du 30 juin 1990, page 13177, lire l'intitulé comme ci-dessus.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2265 (90 — 1618)

18 JUNI 1990. — Decreet houdende regeling van het toezicht over de Franse Gemeenschapscommissie

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 125 van 30 juni 1990, blz. 13177, Franse tekst, leze men de titel als volgt :  
« 18 juin 1990. — Décret organisant la tutelle sur la Commission communautaire française ».

F 90 — 2267 (90 — 1619)

18 JUIN 1990. — Décret de délégation de compétences à la Commission communautaire française

Au *Moniteur belge* n° 125 du 30 juin 1990, page 13180, lire l'intitulé comme ci-dessus.

VERTALING

N 90 — 2267 (90 — 1619)

18 JUNI 1990. — Decreet tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 125 van 30 juni 1990, blz. 13180, Franse tekst, leze men de titel als volgt :  
« 18 juin 1990. — Décret de délégation de compétences à la Commission communautaire française ».

---

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D 90 — 2268

12. JULI 1990. — Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Bescheinigungen, der Nachweise und der Diplome des Vollzeitsekundarunterrichts

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft,